

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Pont-de-Claix

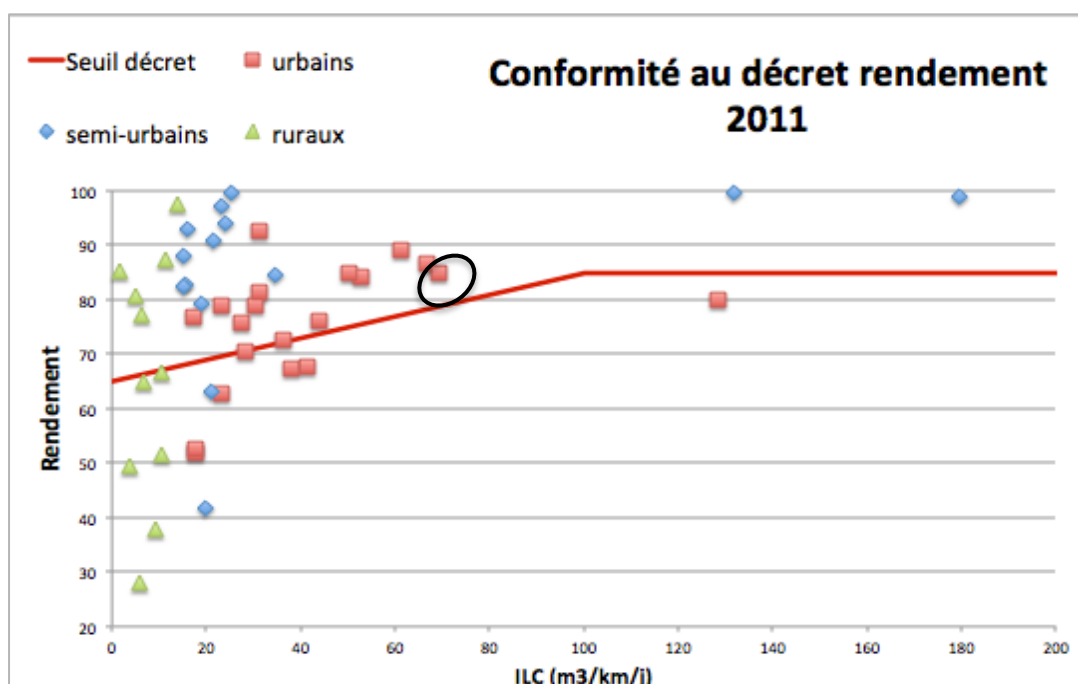
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 4 908 ILC : 69,4 m ³ /km/j Habitants : 11 590 Densité habitants* : 318 hab/km Mode de gestion : Régie directe Branchements : 1700 Date de règlement de service : Volume entrant : 1 085 Mm ³ <i>non disponible</i> Volume facturé : 923 Mm ³ Linéaire de réseau : 36,44 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 3 maillages Nombre total de compteurs : 4 957 Pourcentage de compteurs +12 ans : 32,3 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 6,5 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 3,57 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>oui</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 85,1 % Indice Linéaire de Pertes* : 12,2 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 100/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 78,9 % Rendement 2011 : 85,1% rendement lissé sur 3 ans* : 85,8% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 40 Evaluation du coût de remplacement* : 112 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 1 535 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 129 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 1,1 année Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 0,98 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : +10,6 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Pont de Claix est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 son rendement était de 85,0% et dépassait de 6 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 85,2%. Le rendement est donc stable depuis quelques années, maintenu grâce aux travaux de renouvellement très intenses menés sur le réseau (3,5% par an pendant 5ans).

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

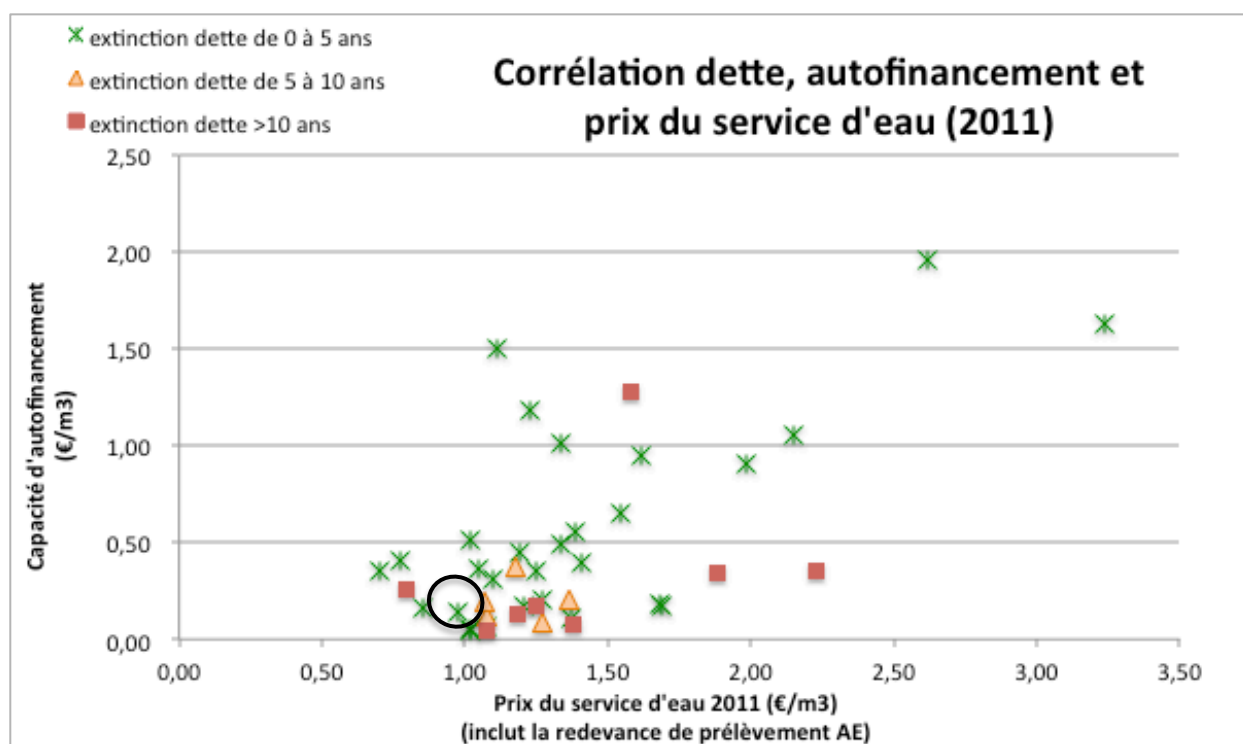
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Pont de Claix est de 12,2 m³/km/j, et reste constant depuis quelques années (12,9 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Pont de Claix présentait des fuites de relative importance. Il conviendra de surveiller cet indicateur afin qu'il n'augmente pas d'avantage.

Au regard des autres aspects techniques, le service d'eau semble être dans une bonne situation. Il dispose d'une connaissance patrimoniale optimale (100/100) et connaît même l'âge de pose de ses conduites. Il satisfait donc l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement". Par ailleurs, cette connaissance devrait permettre au service d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Par ailleurs, le parc de compteur présente des signes de vieillissement (un compteur sur trois a plus de 12 ans). Il conviendra de maintenir ce taux, voire le diminuer légèrement, pour éviter d'avoir un parc vieillissant qui provoquerait des problèmes de sous-comptage.

On notera enfin que 40 branchements en plomb demeuraient sur le réseau au moment de l'enquête.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Pont de Claix est entourée.

Son extinction de dette est de 1,1 année (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,14 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 0,98 €/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est inférieur à la moyenne du territoire (moyenne à 1,14€/m³) mais permet de dégager un faible autofinancement de 14 cts/m³ facturés. On nuancera cette valeur en remarquant que cela correspond à 129 k€/an.

Le niveau de dette est très bas (156 k€ en 2011). On peut donc supposer que le service a majoritairement autofinancé ses importants travaux de renouvellement.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement rapporté en m³ facturé semble limité mais correspond à une CAF de 156 k€/an). Pour dégager davantage d'autofinancement, Pont de Claix dispose d'une assez grande marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste également disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.